



Communiqué de presse

Propositions des Régions de France pour accélérer et réussir la campagne de vaccination dans notre pays

Mercredi 6 janvier 2021

Réunis ce jour en conseil, les Présidentes et Présidents des Régions de France souhaitent tout d'abord adresser à leurs concitoyens des vœux de santé et d'espoir retrouvé. « Nous pensons que les traitements et les vaccins permettent d'éradiquer le virus. Nous croyons que 2021 peut être l'année de la reconstruction et d'un nouveau départ, l'année de l'espoir retrouvé ! » a déclaré Renaud Muselier qui ajoute « grâce à la vaccination, nous pourrions assurer la santé de nos concitoyens qui le souhaitent ainsi que la reprise d'une activité économique, sociale et culturelle proche de la normale. » Les régions font de la réussite de la campagne de vaccination leur objectif prioritaire en ce début d'année avec les contrats d'avenir et de relance 2021-2027.

Les régions tiennent à rappeler leur engagement sans faille dans la bataille de la crise sanitaire et économique, dès le premier jour. Avec l'achat et la distribution de masques, les actions économiques d'urgence, et la mise en place de campagnes de tests, elles ont répondu présent partout où leur action était possible et autorisée, sans polémique.

Dans cette logique, elles ont souhaité anticiper sur la campagne de vaccination, afin d'éviter les problèmes rencontrés par l'État avec les masques et les tests. Elles se sont associées naturellement aux départements et aux communes dans le cadre de Territoires Unis en proposant par courrier le 25 novembre de se mettre à la disposition du gouvernement pour accompagner cette campagne. Un deuxième courrier de Renaud Muselier a été adressé à Olivier Véran le 19 décembre réitérant ces propositions. De plus, afin d'éviter des crispations inutiles, les régions ont désigné le docteur Jean Rottner, Président de la Région Grand Est, comme interlocuteur politique et opérationnel du Ministre de la santé.

Malheureusement, aucune des réunions mises en place dans ce cadre n'ont permis de co-construire quoi que ce soit. Elles n'ont été que des boîtes d'enregistrement. Le ministère de la santé a souhaité organiser et décider seul de la stratégie et des actions à mener, y compris dans le plus petit niveau de détail. Les 45 pages du « guide » consacré à la vaccination dans les EHPAD ont même étonné le Président de la République !

Tout le monde peut aujourd'hui faire le constat d'un démarrage chaotique de la campagne de vaccination qui mine la confiance des françaises et des français et l'espoir de sortir rapidement de la pandémie en bonne santé. « Ce démarrage est regrettable, mais il n'est pas trop tard pour redresser la barre. Seul l'avenir compte et c'est pourquoi les Régions ont souhaité faire au gouvernement une série de propositions à la veille de la conférence de presse que doit tenir le Premier ministre » a indiqué Renaud Muselier. « Nous faisons confiance au pragmatisme de Jean Castex pour accélérer et réussir la campagne de vaccination ! » Les régions appellent à basculer clairement d'une gestion centralisée de la crise et de la campagne de vaccination à une gestion décentralisée.

Les régions formulent dans cet esprit les 9 propositions suivantes, simples concrètes et pragmatiques :

1. Installer une instance de coordination à l'échelle régionale qui réunirait chaque semaine le DG de l'ARS, le Préfet et le Président de Région, les présidents de départements et les représentants des communes. Cette instance serait chargée notamment de sélectionner les lieux possibles de vaccination, de coordonner les questions de logistique de définir les stratégies d'identification des personnes cibles, de diffuser de l'information pratique. La stratégie nationale serait alors coordonnée à l'échelon régional et mise en œuvre sur le terrain avec l'appui opérationnel des régions, des départements et des communes. À titre d'exemple, les régions sont en capacité d'organiser l'acheminement des personnes vers les centres de vaccination au travers de leur compétence de transport à la demande ou en mobilisant les entreprises de transports scolaires.
2. Territorialiser et différencier la stratégie de vaccination en priorisant les départements ayant dépassé la côte d'alerte maximale (taux d'incidence >250) et les personnes à risque afin de pouvoir vacciner de façon massive ces cibles prioritaires.
3. S'appuyer sur tous les réseaux existants capables de vacciner : médecins libéraux, pharmaciens, infirmières libérales, kinés, sages-femmes, etc. Les pharmaciens paraissent à cet égard l'échelon le plus pertinent qui constituent un réseau maillé finement à l'échelle territoriale avec un circuit logistique éprouvé.
4. Ne pas empêcher les Régions qui le souhaitent d'acheter des vaccins et de les mettre à disposition de ces réseaux afin de compléter les dispositifs nationaux. Les Régions de France souhaitent pouvoir participer à la campagne de vaccination au moment de l'élargissement des populations cibles.
5. Autoriser les employeurs, publics comme privés, au-dessus de 100 salariés, à acquérir des vaccins à destination de leur propre personnel, et en particulier tous ceux qui doivent se déplacer à l'étranger.
6. Soutenir massivement, notamment au travers des contrats de relance et des CPER, les efforts de R&D des entreprises susceptibles de produire des vaccins, dans une logique de souveraineté sanitaire, et dans l'attente, procéder à l'achat de licences pour produire en France les vaccins déjà homologués.
7. Mettre en place d'un « conseil des territoires » constituant au niveau national une vraie instance de co-construction et d'évaluation avec les collectivités locales et associer des représentants des collectivités locales au Conseil de défense.
8. Co-construire une campagne de communication grand public sur les enjeux de la vaccination, et la diffuser largement. La vaccination du plus grand nombre de ceux qui le souhaitent facilitera l'adhésion de ceux qui doutent.
9. Montrer l'exemple en organisant très rapidement et en médiatisant la vaccination des principaux responsables politiques à commencer par les présidents de région eux-mêmes.

Fortes de l'expérience acquise depuis le mois de mars, les régions veulent apporter leur contribution pour réussir cette campagne indispensable pour notre pays. Tout ne peut pas être piloté depuis le ministère de la santé. Les élus locaux des communes, des départements et des régions ont su faire preuve d'agilité, de proximité et d'efficacité depuis le début de la crise sanitaire, c'est-à-dire depuis presque une année. Avec les préfets et les ARS, ils ont des idées et des moyens. Les Régions appellent le gouvernement à ne pas les laisser de côté ! « C'est la santé de nos concitoyens qui est en question, et elle prime quoi qu'il arrive. Notre grand pays doit se montrer à la hauteur de sa réputation mondiale, et au-delà de la situation sanitaire, c'est la vie économique sociale et culturelle que l'on doit retrouver au plus tôt ! » conclut Renaud Muselier.